



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Placoplatre S.A.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022  
Placoplatre S.A.  
Tour Saint-Gobain  
12, place de l'Iris - 92400 Courbevoie

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Placoplatre S.A.**

Tour Saint-Gobain - 12, place de l'Iris - 92400 Courbevoie

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société Placoplatre S.A.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Placoplatre S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### ***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 24 avril 2023

KPMG SA

Laurent Chillet

Associé

**PLACOPLATRE**  
**Société Anonyme**  
**Au capital de 10 000 000 €**  
**Siège social**  
**12 PLACE DE L'IRIS TOUR SAINT-GOBAIN 92400 COURBEVOIE**  
**RCS 729800706**

**COMPTES ANNUELS**  
**ET ANNEXE**

**Bilan actif**

BILAN-ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	20 110 382	12 975 918	7 134 464	7 530 117
Fonds commercial	3 837 195	304 898	3 532 297	3 532 297
Autres immobilisations incorporelles	1 528 263		1 528 263	1 281 049
Avances sur immobilisations incorporelles				
<b>TOTAL immobilisations incorporelles</b>	<b>25 475 839</b>	<b>13 280 816</b>	<b>12 195 023</b>	<b>12 343 463</b>
Terrains	113 017 268	75 788 071	37 229 197	43 100 370
Constructions	186 933 121	106 722 769	80 210 352	78 351 086
Installations techniques, matériel	408 135 445	325 959 322	82 176 123	81 642 689
Autres immobilisations corporelles	20 362 408	16 384 976	3 977 431	1 627 877
Immobilisations en cours	44 918 267		44 918 267	44 083 014
Avances et acomptes				
<b>TOTAL immobilisations corporelles</b>	<b>773 366 509</b>	<b>524 855 138</b>	<b>248 511 371</b>	<b>248 805 037</b>
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	3 502 031		3 502 031	3 502 031
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	22 815		22 815	22 815
Prêts				
Autres immobilisations financières	313 835	193 684	120 151	116 994
<b>TOTAL immobilisations financières</b>	<b>3 838 682</b>	<b>193 684</b>	<b>3 644 997</b>	<b>3 641 840</b>
<b>Total Actif Immobilisé (II)</b>	<b>802 681 030</b>	<b>538 329 638</b>	<b>264 351 392</b>	<b>264 790 340</b>
Matières premières, approvisionnements	38 390 722	6 036 481	32 354 240	29 026 050
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	12 191 263	95 483	12 095 779	16 070 925
Marchandises	9 131 199	90 062	9 041 137	9 479 759
<b>TOTAL Stock</b>	<b>59 713 183</b>	<b>6 222 027</b>	<b>53 491 157</b>	<b>54 576 735</b>
Avances et acomptes versés sur commandes	1 210 137		1 210 137	582 410
Clients et comptes rattachés	99 561 183	2 003 021	97 558 162	89 374 246
Autres créances	101 749 106		101 749 106	121 135 554
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>TOTAL Créances</b>	<b>202 520 426</b>	<b>2 003 021</b>	<b>200 517 405</b>	<b>211 092 210</b>
Valeurs mobilières de placement				
dont actions propres:				
Disponibilités	1 524 302		1 524 302	256 067
<b>TOTAL Disponibilités</b>	<b>1 524 302</b>		<b>1 524 302</b>	<b>256 067</b>
Charges constatées d'avance	315 288		315 288	481 278
<b>Total Actif Circulant (III)</b>	<b>264 073 199</b>	<b>8 225 047</b>	<b>255 848 152</b>	<b>266 406 290</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)	64 327		64 327	4 190
<b>Total Général (I à VI)</b>	<b>1 066 818 555</b>	<b>546 554 686</b>	<b>520 263 870</b>	<b>531 200 819</b>

PLACOPLATRE  
Etats financiers au 31 décembre 2022

**Bilan passif**

<b>BILAN-PASSIF</b>	Exercice2022	Exercice2021
Capital social ou individuel <span style="float: right;">dont versé : 10 000 000</span>	10 000 000	10 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ....	55 783 586	55 783 586
Ecart de réévaluation <span style="float: right;">dont écart d'équivalence 0</span>	389 597	389 597
Réserve légale	1 000 000	1 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées <span style="float: right;">dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0</span>		
Autres réserves <span style="float: right;">dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0</span>	18 335 474	18 335 474
<b>TOTAL Réserves</b>	<b>19 335 474</b>	<b>19 335 474</b>
Report à nouveau	75 741 469	72 556 384
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>	<b>7 461 439</b>	<b>31 844 541</b>
Subventions d'investissement	878 048	419 640
Provisions réglementées	93 185 563	93 627 890
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>262 775 176</b>	<b>283 957 112</b>
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour risques	4 854 929	1 019 314
Provisions pour charges	10 738 948	12 240 186
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)</b>	<b>15 593 877</b>	<b>13 259 500</b>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	286 176	17 363
Emprunts et dettes financières divers <span style="float: right;">dont emprunts participatifs : 0</span>	36 493 260	36 565 003
<b>TOTAL Dettes financières</b>	<b>36 779 435</b>	<b>36 582 366</b>
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18 461	18 461
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	100 987 546	76 121 278
Dettes fiscales et sociales	33 509 524	44 963 902
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 102 794	15 980 807
Autres dettes	58 404 794	60 202 627
<b>TOTAL Dettes d'exploitation</b>	<b>205 023 119</b>	<b>197 287 075</b>
Produits constatés d'avance	86 958	86 958
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>241 889 513</b>	<b>233 956 399</b>
Ecart de conversion Passif (V)	5 305	27 809
<b>TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)</b>	<b>520 263 870</b>	<b>531 200 819</b>

PLACOPLATRE  
Etats financiers au 31 décembre 2022

**Compte de résultat**

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2022			Exercice 2021
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	136 438 597	3 684 968	140 123 564	130 797 968
Production vendue biens	346 767 858	36 990 874	383 758 731	371 608 660
Production vendue services	29 112 418	6 966 324	36 078 742	45 497 515
<b>Chiffres d'affaires nets</b>	<b>512 318 872</b>	<b>47 642 165</b>	<b>559 961 038</b>	<b>547 904 142</b>
Production stockée			-4 664 033	2 600 967
Production immobilisée			280 238	294 686
Subventions d'exploitation			486 749	493 885
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			8 360 923	11 633 613
Autres produits			856 511	190 317
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>565 281 426</b>	<b>563 117 610</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			94 278 669	91 423 720
Variation de stock (marchandises)			587 099	-3 635 703
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			120 138 744	93 515 722
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-4 598 750	-1 190 427
Autres achats et charges externes			201 037 804	172 567 535
Impôts, taxes et versements assimilés			10 104 017	11 503 744
Salaires et traitements			59 881 478	70 608 742
Charges sociales			29 762 326	39 667 368
Dotations d'exploitation	sur	Dotations aux amortissements	23 383 205	22 451 496
	immobilisations	Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		7 851 989	7 621 327
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		3 396 042	3 233 484
Autres charges			9 728 030	9 900 868
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>555 550 653</b>	<b>517 667 876</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>9 730 772</b>	<b>45 449 733</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			195 065	13
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			300 887	313 364
Reprises sur provisions et transferts de charges				9 939
Différences positives de change			109 271	23 970
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>605 222</b>	<b>347 286</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			60 137	
Intérêts et charges assimilées			2 893 279	3 004 030
Différences négatives de change			39 155	28 397
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>2 992 571</b>	<b>3 032 427</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>-2 387 348</b>	<b>-2 685 141</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>7 343 424</b>	<b>42 764 592</b>



**Compte de résultat (suite)**

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 813	79 257
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 252 040	1 595 001
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 650 562	10 465 591
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>10 904 416</b>	<b>12 139 849</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	384 311	984 044
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	209 462	795 386
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	8 805 379	9 162 792
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>9 399 153</b>	<b>10 942 221</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)</b>	<b>1 505 263</b>	<b>1 197 628</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	3 523	3 131 675
Impôts sur les bénéfices (X)	1 383 725	8 986 004
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>576 791 064</b>	<b>575 604 744</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)</b>	<b>569 329 626</b>	<b>543 760 203</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)</b>	<b>7 461 439</b>	<b>31 844 541</b>

# Sommaire

1.FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	7
2.PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION.....	7
2.1. Principes comptables.....	7
2.2. Principales méthodes utilisées.....	8
2.2.1. Immobilisations et amortissements.....	8
2.2.2. Stocks.....	9
2.2.3. Créances.....	10
2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises.....	10
2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants.....	10
2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail.....	10
2.2.7. Provision pour risques et charges.....	10
2.2.8. Chiffre d'affaires.....	10
3. NOTES SUR LE BILAN.....	12
3.1. Immobilisations.....	12
Filiales et participations.....	13
Variations des immo et amortiss.....	14
3.2. Actif circulant.....	15
3.3. Capitaux propres.....	16
3.4.Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif et provisions réglementées.....	17
3.5. Etats des échéances des créances et des dettes.....	18
3.6. Comptes rattachés.....	19
3.7. Transactions avec des entreprises liées.....	19
4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	20
4.1. Ventilation du chiffre d'affaires.....	20
4.2 Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges.....	20
4.3. Résultat financier.....	21
4.4 Résultat exceptionnel.....	21
4.5.Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel.....	22
4.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt.....	23
4.7 Transfert de charges.....	23
5 AUTRES INFORMATIONS.....	24
5.1. Engagements financiers.....	24
5.2. Effectif moyen.....	24
5.3. Rémunération des organes d'Administration.....	24
5.4. Consolidation.....	25
5.5. Intégration fiscale.....	25
5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan.....	25
5.7. Autres éléments significatifs.....	25
5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice.....	25

L'activité de la société est la fabrication d'éléments de Plâtre pour la construction.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2022.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29 mars 2023 par le conseil d'Administration.

## 1.FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Le montant des investissements corporels s'est élevé à 20 567 milliers d'euros sur l'exercice clos au 31 décembre 2022 contre 25 904 milliers d'euros pour l'exercice précédent, et les investissements incorporels à 2 061 milliers d'euros contre 1 180 milliers d'euros en 2021.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 559 961 K€ au 31/12/2022 contre 547 904 K€ au 31/12/2021 soit une augmentation de 2,20%.

Le résultat d'exploitation s'est élevé à 9 731 K€ au 31/12/2022 contre 45 450K€ au 31/12/2021 soit une diminution de -78,59%.

L'activité de la Société a été marquée par une baisse sensible des volumes en comparaison avec une année 2021 particulièrement dynamique du fait d'une reprise très forte post COVID. Cette plus faible activité a également été liée d'une part à une baisse du marché, notamment la rénovation, impacté par la guerre en Ukraine qui a alimenté l'inflation et détérioré la confiance des ménages, et d'autre part à une diminution temporaire de la part de marché, en partie due aux hausses successives des prix appliquées. Le repositionnement opéré au second semestre a toutefois permis d'inverser la tendance.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de Placoplatre est en hausse de 4% par rapport à 2021 grâce à un effet prix significatif maintenu sur toute l'année. Les hausses de prix pratiquées de janvier à avril ont eu pour objet de limiter les conséquences de l'inflation générale, particulièrement soutenue sur l'énergie, les matières premières et produits de négoce et le transport. Malgré les économies industrielles réalisées, la profitabilité de la société a sensiblement pâti de la baisse des volumes.

Le résultat net social est ainsi en retrait de 24,5M€ par rapport à l'année 2021.

## 2.PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

### 2.1. Principes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation compte tenu de l'appartenance au groupe Saint- Gobain
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre et modifié par les règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

## 2.2. Principales méthodes utilisées

### 2.2.1. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition comprend :

- le prix d'achat,
- les coûts directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place du bien, engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût d'acquisition.

Les immobilisations produites par l'entreprise sont évaluées à leur coût de production.

Le coût de production comprend :

- le coût d'acquisition des matières premières consommées,
- les charges directes de production,
- les charges indirectes nécessaires à la mise en place et en état de fonctionner du bien.

Les coûts d'emprunt ne sont pas incorporés dans le coût de production.

La Société applique le règlement CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, le règlement CRC 2003-07 relatif à la définition des composants ainsi que le règlement CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs.

#### a) Immobilisations Incorporelles

Les brevets, concessions, licences et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition, amortis sur une durée de 1 à 10 ans en mode linéaire.

Les logiciels sont amortis sur une durée d'un an en mode linéaire à compter de leur date d'acquisition, à l'exception du logiciel SAP, amorti sur une durée de 5 ans en mode linéaire.

Les droits de forage sont amortis sur la durée du contrat.

Les frais de recherche sont inclus dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont exposés.

#### b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, hors intérêts des emprunts dédiés à cette production.

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de leur durée de vie estimée d'utilisation.

Les principales durées estimées d'utilisation des biens peuvent être résumées comme suit :

- Construction : 40 ans - Linéaire
- Agencement et aménagement : 10 et 20 ans - Linéaire ou Dégressif
- Matériel et outillage industriel (dont four) : 2 et 20 ans - linéaire ou dégressif
- Mobilier : 10 ans : Linéaire
- Matériel de transport et de manutention : 4 à 5 ans - Linéaire
- Matériels informatiques : 3 et 5 ans - Linéaire ou Dégressif

Les amortissements dérogatoires, correspondant à la différence entre les amortissements calculés en application des dispositions fiscales et les amortissements calculés sur la durée d'utilisation prévue, figurent sous la rubrique "Provisions réglementées" au passif du bilan.

Lorsque la valeur d'utilité d'un ensemble d'immobilisations corporelles est jugée notablement inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation ou un amortissement exceptionnel est constaté lors de l'inventaire annuel.

### **c) Immobilisations financières**

Les titres de participation et autres titres immobilisés sont valorisés à leur coût d'acquisition, frais accessoires inclus.

La conversion en euros de la valeur des titres libellés en devises est faite au cours de change à la date d'acquisition.

Périodiquement, et notamment lors de l'inventaire annuel, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité tient compte des différents critères dont la quote-part de capitaux propres sociaux et la quote-part d'actif net comptable consolidé.

Au cas par cas des tests spécifiques peuvent être effectués afin de déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la base des business plans ou budgets prévisionnels à long terme hors frais financiers mais après impôt.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée. Si elle est supérieure, la plus-value latente n'est pas comptabilisée. Aucune compensation n'est pratiquée entre plus et moins-values.

La société a opté pour l'incorporation des frais d'acquisition directement liés à l'acquisition de titres de participation au coût d'entrée des titres.

### **2.2.2. Stocks**

Les stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires, selon la méthode du coût moyen pondéré.

Pour les produits fabriqués et intermédiaires, la valeur brute est composée du coût complet de production. C'est-à-dire outre les consommations de matières, de toutes les charges directes et indirectes de production, y compris une quote-part des amortissements des biens utilisés pour leur fabrication. Tout élément de nature fiscale inscrit en comptabilité est exclu du calcul du coût de production du stock.

Une dépréciation est calculée :

Pour les marchandises et les approvisionnements en tenant compte du taux de rotation du stock et éventuellement de l'obsolescence suite à l'évolution des techniques utilisées.

Pour les produits fabriqués et marchandises quand la valeur brute augmentée des frais proportionnels de commercialisation devient supérieure à la valeur de réalisation future.

Pour les pièces détachées, une dépréciation à 100% est pratiquée à partir du moment où elles sont comptabilisées en stock. Cette dépréciation est partiellement déductible.

Conformément au décret n°2014-05 sur le traitement des terrains de gisements en stock, la société distingue quatre catégories de stocks (pré-exploitation, en cours d'exploitation, stock matériaux extraits, stocks de frais de découverte), étant précisé que les terrains de carrières résiduel (« tréfonds ») sont enregistrés en immobilisations. Les terrains de gisement en stocks de matières premières sont évalués au coût moyen pondéré et les frais de découverte constatés à l'origine sont repris en fonction des tonnages de gypse expédiés issus de ces découvertes.

### **2.2.3. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont dépréciées afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

La société a cédé en décembre, à la société d'affacturage Crédit Agricole Leasing & Factoring, 26 563 K€ de créances.

### **2.2.4. Conversion des créances et des dettes libellées en devises**

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en « écart de conversion ».

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque, en totalité.

### **2.2.5. Disponibilités et concours bancaires courants**

Les disponibilités sont constituées de valeurs immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal

Dans le cadre du dispositif de centralisation des disponibilités au niveau de sa maison mère, la société dispose d'un compte courant de trésorerie intra-groupe auprès de Saint Gobain GLASS et d'un compte courant de financement auprès de la Compagnie de Saint-Gobain.

### **2.2.6. Retraites, indemnités de départ à la retraite et médailles du travail**

Les droits acquis par le personnel, afférents aux indemnités de départ en retraite, ne sont pas provisionnés. Ils sont mentionnés sous la rubrique "engagements financiers" (voir paragraphe 5.1).

Les engagements de la société au titre des médailles du travail sont comptabilisés en provisions pour risques et charges (voir paragraphe 3.4. Provisions pour risques et charges « Pensions et obligations similaires »), selon la même méthode que les engagements de retraite (voir méthode paragraphe 5.1).

### **2.2.7. Provision pour risques et charges**

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Chacun des litiges connus dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

### **2.2.8. Chiffre d'affaires**

Les ventes de marchandises et de produits finis sont enregistrées en produits au moment de la livraison des biens ou selon les conditions spécifiques prévues à chaque contrat.

### 3. NOTES SUR LE BILAN

#### 3.1. Immobilisations

##### a) Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 2 061 K€  
La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 2 209 K€.

##### b) Immobilisations corporelles

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 20 567 K€ et la dotation aux amortissements à 21 174 K€.

La société a cédé ou mis hors service des immobilisations ayant une valeur brute de 3 055 K€.  
Suite à ces opérations la société a dégagé une plus value de 1 041K€.

Les immobilisations en cours en fin de période s'élèvent à 44 918 K€ et correspondent principalement à des investissements portant sur des projets suivants :

- Démolition Fort de vaujours 15 893 K€.
- Travaux sécurisation aqueduc de la Dhuis pour 2 001 K€.
- Travaux nouvelle entrée PL usine pour 1 308 K€

##### c) Immobilisations financières

La variation brute des immobilisations financières au titre de l'exercice 2022 se traduit par une baisse de -2 k€ correspondant principalement aux autres immobilisations financières.

#### VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Rubriques <i>(en milliers d'Euros)</i>	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	Fusion	Poste à poste	31/12/2022
Autres participations	3 502					3 502
Autres titres immobilisés	23					23
Prêts	-4	4				0
Autres immobilisations financières	320	1	-7			314
<b>TOTAL</b>	<b>3 840</b>	<b>5</b>	<b>-7</b>			<b>3 839</b>

## PLACOPLATRE

Etats financiers au 31 décembre 2022

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en euros)

Sociétés détenues	devise	Capital (en devise)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (en devise)	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeur brute comptable des titres détenus (en euros)	Valeur nette comptable des titres détenus (en euros)	Prêts et avances consentis par la société non encore remboursés (en euros)	Montant des cautions et avals donnés par la société (en euros)	Chiffre d'affaires hors taxes (100%) du dernier exercice écoulé (en euros)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (en euros)	Résultats (bénéfices ou pertes à 100%) du dernier exercice clos (en euros)
<b>FILIALES</b>											
Gypse De Maurienne	€	518 400	1 119 992	76.99	399 074	399 074			3 395 570		(157 848)
CFD	€	310 000	939 101	100.00	3 102 957	3 102 957			1 744 465		(172 745)
<b>TOTAL</b>					<b>3 502 031</b>	<b>3 502 031</b>					



d) Variation des immobilisations et des amortissements

VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS

Rubriques (en euros)	Immobilisation au début de l'exercice	Augmentations au cours de l'exercice	Diminutions au cours de l'exercice	Fusion	Transfert	Immobilisation à la fin de l'exercice
<b>Frais d'établissement et de développement (I)</b>						
<b>Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)</b>	<b>23 415</b>	<b>2 061</b>			<b>0</b>	<b>25 476</b>
Brevets/Logiciels	18 297				1 814	20 110
Fonds commercial	3 837					3 837
Autres immob. incorporelles	1 281	2 061			-1 814	1 528
<b>Terrains</b>	<b>111 526</b>		<b>-122</b>		<b>1 613</b>	<b>113 017</b>
<b>Constructions</b>	<b>187 366</b>		<b>-2 088</b>		<b>1 655</b>	<b>186 933</b>
Sur sol propre	136 526		-601		959	136 884
Sur sol d'autrui	3 227					3 227
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	47 614		-1 487		696	46 823
<b>Installations techniques, matériel et outillage industriels</b>	<b>393 024</b>		<b>-722</b>		<b>15 833</b>	<b>408 135</b>
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>19 854</b>		<b>-123</b>		<b>631</b>	<b>20 364</b>
agencements, aménagements divers	2 783					2 783
Matériel de transport	659					659
Matériel de bureau et mobilier informatique	16 412		-123		631	16 921
Emballages récupérables et divers						
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>44 083</b>	<b>20 567</b>			<b>-19 732</b>	<b>44 918</b>
<b>Avances et acomptes</b>						
<b>immobilisations financières</b>	<b>3 840</b>	<b>5</b>	<b>-7</b>			<b>3 839</b>
Participations et titres en attente	3 502					3 502
Autres participations	23					23
Autres titres immobilisés	316	5	-7			314
Prêts et A. immob. financières						
<b>Total</b>	<b>783 109</b>	<b>22 633</b>	<b>-3 062</b>			<b>802 681</b>

**Fonds commerciaux et autres immo**

Les fonds commerciaux inscrits au bilan au 31 décembre 2015 qui faisaient l'objet d'un amortissement continuant d'être amortis sur leur durée résiduelle restante. Ceux qui avaient une durée d'utilisation non limitée ne sont pas amortis mais des tests de dépréciation sont mis en œuvre annuellement.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise :

	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
* Concessions, brevets et droits similai	788	(787)	1
* Logiciels :	12 501	(10 781)	1 720
* Droit de foretage :	5 187	(1 073)	4 114
<b>Total</b>	<b>18 475</b>	<b>(12 641)</b>	<b>5 834</b>

(\*\*) Le fonds commercial se décompose principalement à fin décembre 2022 de la façon suivante :

	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
* Droit au bail	2 763		2 763
* Éléments achetés avec protection jur			
* Éléments achetés sans protection jur			
* Éléments dont l'inscription résulte d'une réévaluation			
* Éléments reçus en apport	1 074	(305)	769
<b>Total</b>	<b>3 837</b>	<b>(305)</b>	<b>3 532</b>

PLACOPLATRE

VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

Rubriques (en Milliers euros)		Amortissement au début de l'exercice	Exploitation		Exceptionnel		Amortissement à la fin de l'exercice
			Augmentations au cours de l'exercice	Diminutions au cours de l'exercice	Augmentations au cours de l'exercice	Diminutions au cours de l'exercice	
<b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>	I	11 072	2 209				13 281
<b>Dépréciation des immobilisations incorporelles</b>	II						
<b>TOTAL</b>		<b>11 072</b>	<b>2 209</b>				<b>13 281</b>
<b>Amortissements des immobilisations corporelles</b>	III	505 649	21 174	-2 845			523 978
<b>Dépréciation des immobilisations corporelles</b>	IV	1 400		-522			877
<b>TOTAL</b>		<b>507 049</b>	<b>21 174</b>	<b>-3 368</b>			<b>524 855</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>518 120</b>	<b>23 383</b>	<b>-3 368</b>			<b>538 136</b>

### 3.2. Actif circulant

Les stocks sont répartis par nature dans le tableau suivant :

<i>Eléments</i> <i>(en Milliers euros)</i>	<i>Valeur brute</i>	<i>Dépréciation</i>	<i>Valeur nette</i>
Stocks marchandises	9 131	-90	9 041
Stocks produits finis	12 191	-95	12 096
Stocks matières premières	38 391	-6 036	32 354
<b>TOTAL</b>	<b>59 713</b>	<b>-6 222</b>	<b>53 491</b>

<i>Eléments</i> <i>(en Milliers euros)</i>	<i>Valeur brute</i>	<i>Dépréciation</i>	<i>Valeur nette</i>
Clients et comptes rattachés	99 561	-2 003	97 558
Autres créances	101 749		101 749
<b>TOTAL</b>	<b>201 310</b>	<b>-2 003</b>	<b>199 307</b>

Les dépréciations d'actif circulant se décomposent ainsi :

<i>Rubriques</i> <i>(en Milliers euros)</i>	<i>Dépréciation au début de l'exercice</i>	<i>Augmentations au cours de l'exercice</i>	<i>Diminutions au cours de l'exercice</i>	<i>Dépréciation à la fin de l'exercice</i>
Stocks	5 789	6 222	-5 789	6 222
Créances	2 155	1 630	-1 782	2 003
<b>TOTAL</b>	<b>7 944</b>	<b>7 852</b>	<b>-7 571</b>	<b>8 225</b>

### 3.3. Capitaux propres

#### a) Capital Social

Le capital social, d'un montant de 10 000 000 euros, se compose d'un million trois cent cinq mille six cent soixante dix actions.

Ces actions sont détenues à hauteur de 99.79 % par Saint-Gobain Placo SAS.

#### b) Variation des capitaux propres

Intitulé (en euros)	31/12/2021	Impact change-ment de méthode	Report à nouveau	Dividende	Résultat	Autres	31/12/2022
Capital Social	10 000 000						10 000 000
Prime d'émission	55 783 586						55 783 586
Ecart de réévaluation	389 597						389 597
Reserve légale	1 000 000						1 000 000
Réserves ordinaires	18 335 474						18 335 474
Report à nouveau	72 556 384		3 185 085				75 741 469
Résultat de l'exercice	31 844 541		-3 185 085	-28 659 457	7 461 439		7 461 439
<b>Total Capitaux Propres</b>	<b>189 909 583</b>			<b>-28 659 457</b>	<b>7 461 439</b>		<b>168 711 565</b>
Acompte sur dividendes							
Provisions réglementées	93 627 890					-442 326	93 185 563
Subvention d'investissement	419 640					458 408	878 048
<b>Total Capitaux Propres</b>	<b>283 957 112</b>			<b>-28 659 457</b>	<b>7 461 439</b>	<b>16 082</b>	<b>262 775 176</b>

#### c) Provisions réglementées

Intitulé (en milliers Euros)	31/12/2021	Impact changement de méthode	Augmentation	Diminution	31/12/2022
Amortissements dérogatoires	93 628		8 310	-8 753	93 186
<b>TOTAL</b>	<b>93 628</b>		<b>8 310</b>	<b>-8 753</b>	<b>93 186</b>

3.4. Provisions pour risques et charges et dépréciations d'actif et provisions réglementées

**Variation des provisions pour risques et charges et  
des provisions pour dépréciations sur actif immobilisé et circulant  
(en milliers d'Euros)**

Rubriques  (en milliers d'euros)	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Provisions pour pensions	4 382		-309		3 327
Provision litiges	430	3 177	-72		3 536
Provision risques perte de change	4	60			64
Provisions pour gros entretien	1 154		-94		1 061
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	5 603	790	-1 143		5 251
Autres provisions pour risques et charges	1 685	670			2 355
<b>TOTAL 1</b>	<b>13 259</b>	<b>3 951</b>	<b>-1 617</b>		<b>15 594</b>
Provision pour dépréciations :					
Sur actif circulant	7 944	7 852	-7 571		8 225
Sur autres actifs immobilisés	1 598		-527		1 071
<b>TOTAL 2</b>	<b>9 543</b>	<b>7 852</b>	<b>-8 099</b>		<b>9 296</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>22 802</b>	<b>11 803</b>	<b>-9 715</b>	<b>0</b>	<b>24 890</b>

### 3.5. Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	A plus de cinq ans
	Autres immos financières	314	314		
	<b>TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>314</b>	<b>314</b>		
	<b>Créances clients(1)(2)</b>	<b>99 561</b>	<b>99 561</b>		
	Clients douteux ou litigieux	393	393		
	Autres créances clients	99 168	99 168		
	<b>Créances divers(2)</b>	101 749	101 749		
	Personnel et comptes rattachés	62	62		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 206	1 206		
	Etat et autres collectivités	23 012	23 012		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Autres impôts				
	Etat - divers	2 256	2 256		
	Groupes et associés(4)	73 600	73 600		
	Débiteurs divers	1 613	1 613		
	<b>TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>201 310</b>	<b>201 310</b>		
	Charges constatées d'avance	315	315		
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>201 939</b>	<b>201 939</b>		
	Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine	286	286		
	Emprunts et dettes financières divers(5)	36 493	1 493		35 000
	<b>Dettes d'exploitation et diverses (3)</b>	<b>205 024</b>	<b>205 024</b>		
	Fournisseurs et comptes rattachés	100 988	100 988		
	Personnel et comptes rattachés	16 702	16 702		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 532	11 532		
	Etat et autres collectivités publiques	3 783	3 783		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	1 492	1 492		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 103	12 103		
	Groupes et associés				
	Autres dettes	58 405	58 405		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18	18		
	Produits constatés d'avance	87	87		
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>241 890</b>	<b>206 890</b>		<b>35 000</b>
	Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				

1) dont 5 238 K€ d'effets à recevoir

2) dont 5 173 K€ produits à recevoir

3) dont 140 642 K€ de charges à payer

4) dont 67 164 K€ de comptes courants avec SG GLASS

5) dont 368 K€ concernant intérêts courus auprès de la Cie de Saint-Gobain

### 3.6. Comptes rattachés

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 315 K€ et sont principalement constituées de :

- Assurances MARSCH 79 k€
- Locations Immobilières 21K€
- Foretage carrière de Baillet -en -France 152K€
- Autre 63K€

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 87 K€ et sont principalement constitués de :

- Sinistre 87 K€

Les produits à recevoir, qui s'élèvent au total à 5 174 K€, sont constitués principalement :

- créances clients nationaux	1 996
- organismes sociaux	153
- RRR à obtenir	908
- produits à recevoir de l'Etat	2 062
- divers	55

Les charges à payer, qui s'élèvent au total à 140 642 K€, sont constituées principalement :

- dettes fournisseurs	60 835
- dettes fiscales et sociales	24 550
- RRR à accorder	54 631
- intérêts courus sur emprunts et dettes financières	375
- divers	251

### 3.7. Transactions avec des entreprises liées

Aucune transaction n'a été conclue avec des parties liées qui soit significative et à des conditions anormales de marché.

#### 4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

##### 4.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Par secteur géographique

<i>Rubriques (en milliers d'euros)</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2022</i>	<i>Total 31/12/2021</i>	<i>Variation %</i>
France	512 319		512 319	508 642	0,72%
Etranger		47 642	47 642	39 262	21,34%
<b>TOTAL</b>	<b>512 319</b>	<b>47 642</b>	<b>559 961</b>	<b>547 904</b>	<b>2,20%</b>

Le chiffre d'affaires total net de 559 961 K€ se décompose comme suit :

le CA réalisé en France pour 512 319 K€ représente 91,49% du Chiffre Affaires Net total contre 92,83% en 2021.

le CA export pour 47 642 K€ représente 9 % du Chiffre Affaires net total contre 7% en 2021.

Par activité

<i>Rubriques (en milliers d'euros)</i>	<i>Chiffre d'affaires France</i>	<i>Chiffre d'affaires Export</i>	<i>Total 31/12/2022</i>	<i>Total 31/12/2021</i>	<i>Variation %</i>
Ventes de marchandises	136 439	3 685	140 124	130 798	7,13%
Production vendue biens	346 768	36 991	383 759	371 609	3,27%
Production vendue services	29 112	6 966	36 079	45 498	-20,70%
<b>TOTAL</b>	<b>512 319</b>	<b>47 642</b>	<b>559 961</b>	<b>547 904</b>	<b>2,20%</b>

##### 4.2 Dépenses de recherche et coûts de développement comptabilisés en charges

Au cours de l'exercice, le montant global des dépenses de recherche et des coûts de développement s'est élevé à : 3 364K€

PLACOPLATRE  
Etats financiers au 31 décembre 2022

#### 4.3. Résultat financier

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

<i>Nature des charges et produits financiers (en milliers d'euros)</i>	<i>Montant</i>
Intérêts financiers nets	-2 592
Résultat de change (provision perte de change)	10
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-2 387</b>

#### 4.4 Résultat exceptionnel

Ce résultat correspond aux éléments suivants :

<i>Nature des charges et produits exceptionnels (en milliers d'euros)</i>	<i>Montant</i>
Dotations/reprises sur amortissements dérogatoires	442
Dotations/reprises sur dépréciations d'immobilisations	768
Dotation et reprise pour Provisions UP	-278
VNC des immobilisations corporelles	-209
Prix ventes immobilisations corporelles	1 252
Divers charges/produits exceptionnels	-470
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 505</b>



**4.5. Ventilation de l'impôt entre le résultat courant et le résultat exceptionnel**

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat après impot
Résultat courant à taux normal	7 343	-1 710	5 633
Résultat exceptionnel	1 505	-213	1 292
Participations des salariés	-4		-4
Contribution sociale		-38	-38
Créance impôt recherche		554	554
Créance impôt Mécénat		24	24
Régularisation IS/CICE 2017			
<b>TOTAL</b>	<b>8 845</b>	<b>-1 384</b>	<b>7 461</b>

#### 4.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

Les éléments entraînant un décalage d'imposition conduisent à un accroissement de la dette future d'impôt de 22848 K€, calculé au taux de 25,82%.

#### SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

La situation fiscale latente s'analyse comme suit :

<i>Rubriques</i>	<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Montant</i>
<b>IMPOT DU SUR :</b>		
Provisions réglementaires :		
Ecart de conversion Actif		17
Ecart de conversion Passif		-1
Provisions pour investissements		
Amortissements dérogatoires		24 061
Subventions d'investissement		227
IFRS 16		
Produits non imposable temporairement :		
Plafonnement TP		
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>		<b>24 304</b>
<b>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</b>		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :		
Provisions pour risques et charges		-417
Provisions pour clients et stocks		-580
Provisions pour participation		-1
Contribution de solidarité		-231
Provisions pour dépréciation des immobilisations		-227
A déduire ultérieurement :		
Provisions pour propre assureur		
Autres		
<b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>		<b>-1 456</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE</b>		<b>22 848</b>

<b>IMPOT DU SUR :</b>	
<b>CREDIT A IMPUTER SUR :</b>	
Déficits reportables	
Moins-value à long terme	
Amortissements réputés différés	

#### 4.7 Transfert de charges

Les transferts de charges qui s'élevaient à -456 k Euros sont constitués par :

- remboursement assurance sinistres 186 K€
- remboursement AXA sur IDR -203 K€
- plan UP + Personnel -439 K€

## 5 AUTRES INFORMATIONS

### 5.1. Engagements financiers

#### a) Retraite

A leur départ en retraite, les salariés de la société reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective. De même au cours de leur vie professionnelle, les salariés acquièrent progressivement l'ancienneté déterminant l'attribution des pensions ou rentes auxquelles ils peuvent prétendre à la fin de leur période d'activité.

Le montant cumulé de ces engagements sociaux non provisionnés a été évalué au 31 décembre 2022 à 12 891 K€ (Indemnités de fin de carrière).

Ils recouvrent, d'une part, les indemnités de fin de carrière à hauteur de 12 080 K€ et, d'autre part, les rentes viagères à hauteur de 811 K€. Les rentes viagères concernent les retraités, les préretraités et les actifs « futurs ayant droit ».

L'estimation actuarielle des prestations accordées repose sur la méthode des unités de crédit projetées fondée sur le salaire de fin de carrière et les droits déterminés à la date d'évaluation.

Les calculs actuariels de ces engagements sont effectués par un cabinet spécialisé.

Les hypothèses de calculs de l'engagement sont les suivants :

- taux annuel d'inflation : 2.20%
- taux annuel de revalorisation des salaires : <35 ans : 6.20% ; [35,50[ : 3.90% ; >=50 : 2.60%,
- taux annuel d'actualisation : 4.04%
- table de survie : TGFH05

#### b) Autres engagements financiers

Les cautions et garanties diverses données s'élèvent à 10 033 K€.

Les engagements reçus en garantie de paiement des clients s'élèvent à 430 K€.

Les engagements 2022 donnés aux salariés bénéficiaires d'unités de performance sont nuls dans la mesure où les montants provisionnés sont supérieurs aux engagements salariés (cours réel < cours couvert).

Le montant des commandes non réceptionnées concernant les immobilisations s'élève à 10 455k€.

### 5.2. Effectif moyen

#### EFFECTIF MOYEN

<i>Effectifs</i>	<b>Personnel salarié</b>	<b>Personnel à disposition</b>	<b>Total</b>
Agents de maîtrise, techniciens	648		648
Employés	111	93	204
Ouvriers	315		315
<b>TOTAL</b>	<b>1 074</b>	<b>93</b>	<b>1 167</b>

### 5.3. Rémunération des organes d'Administration

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cette information conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

#### **5.4. Consolidation**

Les comptes individuels de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes consolidés de la Compagnie de Saint-Gobain dont le siège social est situé à Courbevoie « Tour SAINT GOBAIN », 12 Place de l'Iris , 92096 La Défense Cedex.

Conformément à l'article L.233-17 du Code de Commerce et à l'article 248-13 du décret du 23 mars 1967, la société est exemptée, en tant que mère de sous-groupe, de produire des comptes consolidés et un rapport sur la gestion du Groupe.

#### **5.5. Intégration fiscale**

Depuis le 1er janvier 2007, la société est comprise dans un périmètre d'intégration fiscale conformément à l'accord qu'elle a donné à l'option exercée par la Société Mère en application de l'article 223 A du Code Général des Impôts."

La convention d'intégration prévoit la neutralité fiscale pour les filiales intégrées. Dans leurs relations avec la Compagnie de Saint-Gobain, société mère intégrante, les filiales acquittent leur impôt comme si elles étaient imposées séparément.

En cas de sortie du Groupe, les filiales déficitaires n'ont droit à aucune indemnisation au titre des déficits transmis à l'intégrante pendant la période d'intégration.

#### **5.6. Autres opérations présentant des risques et des avantages pour la société non traduits au bilan**

Aucune opération présentant des risques et avantages à signaler.

#### **5.7. Autres éléments significatifs**

Aucun événement significatif.

#### **5.8. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice**

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice.